

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# La Chine entre-t-elle en récession ?

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 30 octobre 2015

---

Démocratie & Socialisme

---

**Cet article est paru dans la rubrique « économie » du numéro d'octobre de la revue Démocratie&Socialisme.**

Au cours de l'été la Chine a subi un krach boursier (l'indice composite de Shanghai a perdu 40 % entre la fin août et son pic de juin) qui a amené de nombreux économistes à s'interroger sur l'ampleur de la crise que connaît le pays, et à s'inquiéter des retombées sur les autres économies, notamment européennes. La Chine est en effet la deuxième économie mondiale et une destination de première importance pour les exportations de nombreux pays [\[1\]](#). Elle sera certainement dans peu de temps le premier importateur mondial. La croissance chinoise ne pourrait être que de 2 % ou 3 % cette année, un atterrissage brutal.

### **Un ralentissement des exportations et de l'investissement et une fragilité bancaire**

Le premier facteur de ce ralentissement est lié à la crise économique qui touche de nombreux pays et affecte les exportations chinoises. Mais depuis plusieurs mois, ce sont les investissements qui ralentissent également. Au premier semestre 2015, l'investissement a connu son plus faible niveau de croissance depuis l'an 2000, alors qu'il représentait plus de la moitié de la croissance annuelle lors des dix dernières années.

De nombreux logements ne trouvent plus preneurs, ce qui ralentit le secteur de la construction et par conséquent tous les secteurs qui y sont liés (matériaux, engins de chantiers...). Ce ralentissement du secteur de la construction a provoqué une surcapacité généralisée dans l'industrie.

Certains analystes s'inquiètent de « la solidité » du secteur bancaire et financier chinois et du risque de faillite des grandes banques. Les pertes liées à l'effondrement des marchés financiers et des prix de l'immobilier, et les difficultés des industries -qui subissent le ralentissement économique- à rembourser leurs créances, fragilisent les bilans des banques. Face à l'incertitude forte qui caractérise ce type de situation macroéconomique, les entreprises tendent à conserver leurs liquidités et ralentissent donc leurs investissements. C'est dans ce contexte de ralentissement à la fois des exportations et des investissements, et de fragilité du secteur bancaire, que le gouvernement chinois a décidé de dévaluer le yuan.

### **Des politiques macroéconomiques offensives**

Le gouvernement chinois a entrepris des mesures de réorientation de la structure productive du pays. Il donne dorénavant la priorité au secteur des services et au soutien à la consommation : santé, tourisme, éducation, technologies de l'information. Cette politique macroéconomique et structurelle devrait à la fois permettre de relancer la croissance à moyen terme, mais également de maintenir le compromis social sur lequel repose la stabilité du pays.

Par ailleurs, la Chine a entrepris une politique ambitieuse de lutte contre la pollution, dictée en grande partie par le niveau alarmant atteint dans les villes chinoises. Ainsi, le dernier plan quinquennal repose sur un investissement de 151 milliards d'euros répartis sur cinq secteurs, dont les énergies renouvelables, les technologies douces, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC).

Ce plan massif d'investissement, tourné vers l'innovation sur des secteurs porteurs, et le soutien apporté à la consommation, peuvent permettre à la Chine de réorienter son économie avec des effets positifs sur la croissance à moyen terme. Le soutien à l'innovation est également essentiel pour permettre aux entreprises chinoises, aujourd'hui centrées sur des secteurs à bas coût qui subissent une concurrence internationale très forte, de monter en gamme.

Cependant la croissance chinoise, surtout concentrée sur les villes, devrait également être moins inégalitaire pour pouvoir rebondir et être durable. Or, tout au contraire, le capitalisme bureaucratique chinois engendre corruption généralisée et inégalités sociales croissantes. L'absence de vraies libertés démocratiques, notamment d'expression et d'organisation syndicale et politique indépendante du Parti communiste chinois, rend vraisemblable de nouveaux soubresauts économiques et sociaux.

---

[1] L'économie allemande, par exemple, pâtit du ralentissement chinois : ses exportations ont reculé au mois d'août de 5,2% (*Le Monde* du 10/10/15).